

Rapport financier semestriel

Au 31 décembre 2023



Pernod Ricard

Sommaire général

1.	ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	1
2.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	2
2.1.	Chiffres clés de l'activité	2
2.2.	Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	5
2.3.	Perspectives	5
2.4.	Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	5
2.5.	Principales transactions avec les parties liées	5
3.	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES	6
3.1.	Compte de résultat consolidé	6
3.2.	État du résultat global consolidé	6
3.3.	Bilan consolidé	7
3.4.	Variation des capitaux propres consolidés	9
3.5.	Tableau des flux de trésorerie consolidé	10
3.6.	Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés	11
4.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	28

1 ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Ricard
Président-Directeur Général

2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1. Chiffres clés de l'activité

Le chiffre d'affaires du S1 2023/24 s'élève à 6 590 M€ en recul de -3% (-7% en facial), avec un effet devises négatif de (576) M€, principalement lié au dollar américain, à la livre turque, au yuan chinois et au peso argentin, dont environ la moitié est compensée par un effet de périmètre positif de +264 M€.

Par régions:

- **Amérique -7%:**
 - Etats-Unis -7%:
 - Demande globalement résiliente, avec un marché des spiritueux qui poursuit sa normalisation
 - Chiffre d'affaires à -7% et sorties distributeurs (*depletions*) en recul d'environ -6% en valeur, sur une base de comparaison élevée et avec des ajustements d'inventaires (environ 3 pts)
 - Gains de parts de marché pour Jameson Original, Malibu, Kahlua, The Glenlivet, Código et Jefferson's
 - Investissements significatifs dans nos marques avec des frais publi-promotionnels d'environ 20% du chiffre d'affaires
 - Amélioration attendue au S2, avec de solides activations de nos marques, malgré de nouveaux ajustements d'inventaires
 - Canada : ventes en recul avec un effet de phasage des expéditions l'année dernière
 - LATAM : bases de comparaison élevées au Brésil et au Mexique ; amélioration attendue au S2 2023/24 et des comparatifs plus favorables.
- **Asie-Reste du monde +1%:**
 - Chine -9%:
 - Demande consommateur mitigée dans un environnement macroéconomique difficile
 - Dynamisme des spiritueux internationaux premium, avec une forte progression d'Absolut, de Jameson, de la tequila et du gin
 - Résilience de Martell Noblige et des whiskies premium et super premium comme Chivas Regal, en croissance
 - Sentiment prudent des distributeurs en amont du Nouvel An chinois.
 - Inde +4%:
 - Demande solide pour les spiritueux
 - Accélération du chiffre d'affaires au T2, avec une base de comparaison plus favorable
 - Très forte croissance des Marques Stratégiques Internationales, en particulier Jameson, Absolut et The Glenlivet
 - Bonne croissance des whiskies Seagram's
 - Forte croissance attendue au S2.
 - Bonne croissance au Japon, sur le marché taiwanais, pour le Travel Retail et en Australie. Très forte progression en Afrique et au Moyen Orient, grâce au Nigeria et à une accélération en Turquie.
- **Europe -4%:**
 - Chiffre d'affaires hors Russie en croissance de +1%, résilience d'ensemble dans la région. Forte croissance¹ en Europe centrale et en Europe de l'Est, tirée par la Pologne. Résilience en Europe de l'Ouest grâce à l'Allemagne, compensant une performance moins dynamique en France et au Royaume-Uni ainsi qu'une normalisation en Espagne. Gains de parts de marché sur le segment premium+ dans plusieurs marchés.
- **Global Travel Retail -3%:**
 - Poursuite de la normalisation du trafic passagers, qui atteint aujourd'hui environ 95% de son niveau pré-Covid, avec une reprise modérée des voyages depuis la Chine
 - Chiffre d'affaires impacté par des effets de phasage au S1. Forte croissance attendue au S2.

Par catégories:

- **Marques stratégiques Internationales -4%:** solide progression de Royal Salute, Havana Club et Perrier-Jouët mais Martell, Jameson, Chivas Regal et Ballantine's sont en recul du fait de leur exposition marquée aux marchés chinois, nord et sud américain. Jameson continue son expansion internationale et Absolut affiche une croissance dynamique en Asie-Reste du Monde et en Europe
- **Marques stratégiques locales +4%:** croissance du portefeuille de whiskies indiens Seagram's et de Kahlua sur de nombreux marchés
- **Marques Specialty -5%:** bonne performance d'Altos, Italicus, Ki No Bi. Catégorie impactée par la normalisation du marché nord-américain et par des ajustements d'inventaires
- **Vins stratégiques -11%:** déclin notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Canada.

Fort effet prix *high single digit* dans toutes les régions avec des volumes plus faibles et un effet de mix marché négatif. Maintien ou gains de parts de marché dans de nombreux pays.

2.1.1. Résultat Opérationnel Courant

Groupe	31.12.2022	31.12.2023	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
En millions d'euros						
Chiffre d'affaires	7 116	6 590	(525)	-7%	(213)	-3%
Marge brute après coûts logistiques	4 368	4 081	(287)	-7%	(46)	-1%
Frais publi-promotionnels	(994)	(980)	14	-1%	(6)	1%
Contribution après frais publi-promotionnels	3 375	3 101	(273)	-8%	(53)	-2%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	2 423	2 144	(279)	-12%	(69)	-3%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

¹ Hors Russie

Le Résultat Opérationnel Courant du premier semestre s'élève à 2 144 M€, en décroissance interne de -3%, tout en protégeant la marge opérationnelle courante (+7 pdb):

- **Forte croissance interne de la marge brute, +126 pdb:**
 - Priorisation forte des initiatives de *Revenue Growth Management* et d'efficacité opérationnelle
 - Compensant les pressions sur les coûts, qui diminuent, et un effet de mix pays défavorable.
- **Investissements importants pour soutenir nos marques**, avec des frais publi-promotionnels d'environ 1 Md€
- **Discipline très stricte sur les frais de structure.**

Activité commerciale par zone géographique

Amérique

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	2 005	1 860	(145)	-7%	(145)	-7%
Marge brute après coûts logistiques	1 314	1 232	(82)	-6%	(41)	-3%
Frais publi-promotionnels	(349)	(374)	(25)	7%	(13)	4%
Contribution après frais publi-promotionnels	965	858	(107)	-11%	(54)	-6%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	697	555	(142)	-20%	(84)	-12%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Asie/Reste du Monde

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	3 122	2 850	(272)	-9%	16	1%
Marge brute après coûts logistiques	1 827	1 699	(128)	-7%	62	3%
Frais publi-promotionnels	(400)	(357)	43	-11%	7	-2%
Contribution après frais publi-promotionnels	1 427	1 342	(86)	-6%	69	5%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 074	997	(77)	-7%	60	6%

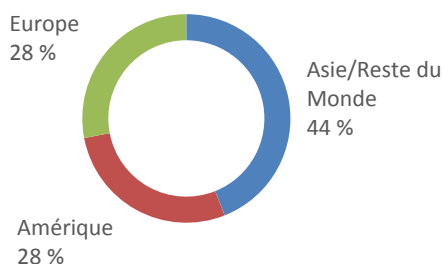
(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Europe

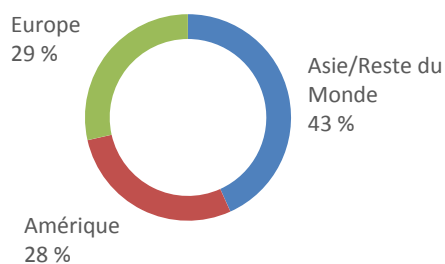
<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	1 989	1 880	(108)	-6%	(84)	-4%
Marge brute après coûts logistiques	1 227	1 150	(77)	-6%	(67)	-6%
Frais publi-promotionnels	(245)	(248)	(4)	2%	(1)	0%
Contribution après frais publi-promotionnels	982	902	(80)	-8%	(68)	-7%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	652	591	(61)	-9%	(45)	-7%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

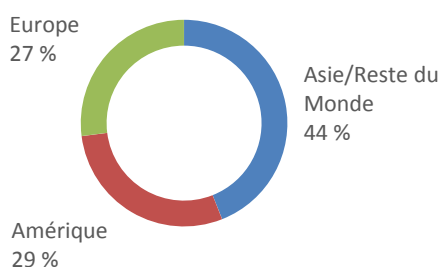
Chiffre d'affaires par région,
au 31.12.2022 (6 mois)



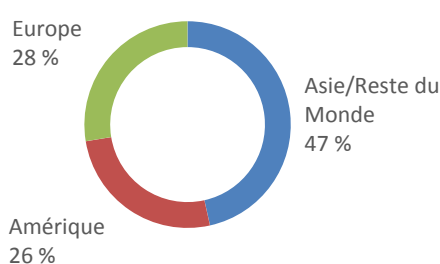
Chiffre d'affaires par région,
au 31.12.2023 (6 mois)



Résultat Opérationnel Courant par région,
au 31.12.2022 (6 mois)



Résultat Opérationnel Courant par région,
au 31.12.2023 (6 mois)



2.1.2. Résultat net courant part du Groupe

En millions d'euros	31.12.2022	31.12.2023
Résultat opérationnel courant	2 423	2 144
Résultat financier courant	(134)	(200)
Impôt sur les bénéfices courant	(521)	(475)
Intérêts des minoritaires, résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences	(25)	(30)
RÉSULTAT NET COURANT PART DU GROUPE ⁽¹⁾	1 743	1 439
RÉSULTAT NET COURANT PART DU GROUPE PAR ACTION APRÈS DILUTION (en euros)	6,77	5,68

(1) Résultat opérationnel courant après prise en compte des frais financiers courants, de l'impôt courant sur les sociétés, du résultat des sociétés mises en équivalence, ainsi que du résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées.

Le résultat net courant part du Groupe s'élève à 1 439 M€, -17% en facial.

Dette nette

Le Free Cash Flow s'élève à 301 M€, -68% par rapport à l'exercice précédent et reflète une décroissance faciale du ROC et l'accélération, comme prévu, des investissements stratégiques.

2.1.3. Résultat net part du Groupe

En millions d'euros	31.12.2022	31.12.2023
Résultat Opérationnel Courant	2 423	2 144
Autres produits et charges opérationnels	86	142
Résultat opérationnel	2 509	2 285
Résultat financier courant	(134)	(200)
Autres éléments financiers non courants	(5)	(18)
Impôts sur les sociétés	(553)	(466)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences	(25)	(32)
Résultat net part du Groupe	1 792	1 569

Le **résultat net part du Groupe s'élève à 1 569 M€, -12% en facial** reflétant un Résultat Opérationnel Courant en déclin et un produit opérationnel non courant en hausse, principalement liés à des cessions d'actifs.

2.2. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Pernod Ricard est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers et sur le site de Pernod Ricard.

2.3. Perspectives

Suite à la très bonne performance de l'exercice 2022/23 et aux résultats solides du premier semestre 2023/24, nous sommes confiants dans notre ambition moyen terme, qui vise une croissance du chiffre d'affaires dans le haut d'une fourchette comprise entre +4% et +7% et une expansion de la marge opérationnelle courante de +50 à +60 points de base.

Dans un environnement complexe, nous anticipons pour l'exercice 2023/24 :

- **Un chiffre d'affaires dynamique sur le second semestre, en amélioration par rapport aux six premiers mois et globalement stable, hors effets de change et de périmètre, par rapport à l'année dernière, sur l'ensemble de l'exercice**
- Une priorisation forte des initiatives de *Revenue Growth Management* et d'efficacités opérationnelles
- Un ratio de frais publi-promotionnels sur chiffre d'affaires d'environ 16% et discipline très stricte sur les frais de structure
- Une **croissance interne de la marge opérationnelle courante, avec un ROC en croissance interne *low single digit***
- Un effet de change défavorable, partiellement compensé par l'effet périmètre
- Des **niveaux d'investissements en stocks stratégiques similaires à l'exercice précédent et des investissements significatifs en CAPEX d'environ 800 M€**
- Un Free Cash Flow qui reflète le déclin du ROC en facial et l'augmentation des investissements stratégiques
- Rachat d'actions d'environ **300 M€ pour l'année 2023/24**, avec une première tranche de 150 M€ déjà exécutée sur le premier semestre.

2.4. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS

Les définitions et les rapprochements des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS sont décrits dans le rapport de gestion du Document d'enregistrement universel 2022/2023.

2.5. Principales transactions avec les parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 6.6 « Parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

3 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

3.1. Comptes de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023	Notes
Chiffre d'affaires	7 116	6 590	2
Coût des ventes	(2 747)	(2 509)	2
Marge brute après coûts logistiques	4 368	4 081	2
Frais publi-promotionnels	(994)	(980)	2
Contribution après frais publi-promotionnels	3 375	3 101	2
Frais de structure	(951)	(958)	
Résultat opérationnel courant	2 423	2 144	2
Autres produits et charges opérationnels	86	142	3.1
Résultat opérationnel	2 509	2 285	
Charges financières	(163)	(249)	
Produits financiers	24	31	
Résultat financier	(139)	(218)	3.2
Impôt sur les bénéfices	(553)	(466)	3.3
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(4)	(2)	
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être cédées	–	–	
Résultat net	1 813	1 599	
Dont :			
• part des participations ne donnant pas le contrôle	21	30	
• part du Groupe	1 792	1 569	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	6,98	6,20	3.4
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	6,96	6,19	3.4

3.2. État du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023
Résultat net de l'exercice	1 813	1 599
Éléments non recyclables		
Gains/(pertes) actuariels liés aux plans à prestations définies	(38)	(52)
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	<i>(50)</i>	<i>(69)</i>
<i>Effets d'impôts</i>	<i>13</i>	<i>17</i>
Instruments de capitaux propres	(15)	(7)
<i>Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres</i>	<i>(14)</i>	<i>(10)</i>
<i>Effets d'impôts</i>	<i>(1)</i>	<i>3</i>
Éléments recyclables		
Couvertures d'investissements nets	1	3
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	<i>2</i>	<i>3</i>
<i>Effets d'impôts</i>	<i>–</i>	<i>(1)</i>
Couvertures de flux de trésorerie	(5)	(1)
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	<i>(6)</i>	<i>(1)</i>
<i>Effets d'impôts</i>	<i>1</i>	<i>–</i>
Différences de conversion	(461)	(219)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt	(517)	(277)
Résultat global de la période	1 297	1 321
Dont :		
• part Groupe	1 303	1 308
• part des participations ne donnant pas le contrôle	(6)	13

(1) Aucun impact recyclé dans le résultat net au titre de la période.

3.3. Bilan consolidé

Actif

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2023	Notes
En valeurs nettes			
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	12 250	12 119	4.1
<i>Goodwill</i>	6 750	6 756	4.1
Immobilisations corporelles	3 901	4 065	
Actifs financiers non courants	855	889	4.4
Titres mis en équivalence	37	65	
Instruments dérivés non courants	5	7	
Actifs d'impôt différé	1 870	1 851	
Total actifs non courants	25 667	25 754	
ACTIFS COURANTS			
Stocks et encours	8 104	8 252	4.2
Créances clients et autres créances opérationnelles	1 814	2 458	4.3
Actifs d'impôt exigible	31	110	
Autres actifs courants	435	456	4.5
Instruments dérivés courants	15	9	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 609	1 639	4.7
Total actifs courants	12 008	12 923	
Actifs destinés à être cédés	1	60	
TOTAL ACTIFS	37 676	38 737	

Passif

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2023	Notes
CAPITAUX PROPRES			
Capital	396	396	6.1
Primes d'émission	3 052	3 052	
Réserves et écarts de conversion	10 006	11 178	
Résultat net part du Groupe	2 262	1 569	
Capitaux propres Groupe	15 717	16 193	
Participations ne donnant pas le contrôle	998	1 016	
Total capitaux propres	16 715	17 209	
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions non courantes	294	299	4.6
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	349	395	4.6
Passifs d'impôt différé	3 134	3 192	
Emprunts obligataires part non courante	9 678	10 318	4.7
Dettes locatives non courantes	384	396	4.7
Autres passifs financiers non courants	173	128	4.7
Instruments dérivés non courants	14	10	4.8
Total passifs non courants	14 026	14 738	
PASSIFS COURANTS			
Provisions courantes	164	148	4.6
Dettes fournisseurs	3 461	3 068	
Passifs d'impôt exigible	113	320	
Autres passifs courants	1 556	1 041	4.9
Emprunts obligataires part courante	580	739	4.7
Dettes locatives courantes	99	97	4.7
Autres passifs financiers courants	956	1 341	4.7
Instruments dérivés courants	6	17	4.8
Total passifs courants	6 935	6 772	
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	0	17	
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	37 676	38 737	

3.4. Variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'autocontrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture au 01.07.2022	400	3 052	12 416	(268)	(4)	500	(152)	15 944	309	16 253
Résultat global de la période	–	–	1 792	(38)	(20)	(432)	–	1 303	(6)	1 297
Variation de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	–	–	21	–	–	–	–	21	–	21
(Acquisition)/ cession de titres d'autocontrôle	–	–	(23)	–	–	–	(167)	(190)	–	(190)
Dividendes et acomptes attribués	–	–	(656)	–	–	–	–	(656)	(17)	(673)
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	–	–	(13)	–	–	–	–	(13)	57	44
Autres mouvements	–	–	5	–	–	–	–	5	–	6
Situation de clôture au 31.12.2022	400	3 052	13 543	(306)	(24)	68	(319)	16 415	343	16 758

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'autocontrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture au 01.07.2023	396	3 052	13 055	(301)	(27)	3	(462)	15 717	998	16 715
Résultat global de la période	–	–	1 569	(52)	(8)	(200)	–	1 308	13	1 321
Variation de capital	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	–	–	26	–	–	–	–	26	–	26
(Acquisition)/ cession de titres d'autocontrôle	–	–	(23)	–	–	–	(161)	(184)	–	(184)
Dividendes et acomptes attribués	–	–	(664)	–	–	–	–	(664)	(5)	(669)
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	–	–	(6)	–	–	–	–	(6)	10	4
Autres mouvements	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)
Situation de clôture au 31.12.2023	396	3 052	13 957	(354)	(35)	(198)	(623)	16 193	1 016	17 209

3.5. Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023	Notes
TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net part du Groupe	1 792	1 569	
Participations ne donnant pas le contrôle	21	30	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	4	2	
(Produits)/charges financiers	139	218	
(Produits)/charges d'impôt	553	466	
Résultat des activités abandonnées	–	–	
Dotations aux amortissements d'immobilisations	204	217	
Variation nette des provisions	(50)	(42)	
Variation nette des pertes de valeur sur goodwill et immobilisations corporelles et incorporelles	8	14	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	(4)	3	
Variations de juste valeur des actifs biologiques et investissements	(70)	–	
Résultat des cessions d'actifs	(74)	(213)	
Charges liées aux plans de stock-options	21	26	
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts	2 544	2 291	
Diminution/(augmentation) du besoin en fonds de roulement	(1 024)	(1 169)	5.1
Intérêts financiers versés	(154)	(194)	
Intérêts financiers reçus	23	18	
Impôts versés/reçus	(265)	(254)	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'exploitation	1 124	691	
TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(268)	(393)	
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	98	2	
Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités	(883)	(213)	5.2
Cessions d'immobilisations financières et d'activités	28	195	5.2
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'investissement	(1 025)	(409)	
TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes et acomptes versés	(1 065)	(1 199)	
Autres variations des capitaux propres	–	–	
Émissions ou souscriptions d'emprunts	1 302	1 692	5.3
Remboursements d'emprunts	(811)	(601)	5.3
Remboursements de dettes locatives	(58)	(67)	
(Acquisitions)/cessions de titres d'autocontrôle	(190)	(184)	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations de financement	(822)	(360)	
Trésorerie des activités destinées à être cédées	–	–	
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (avant effet devises)	(723)	(77)	
Incidence des écarts de conversion	(8)	107	
Augmentation/(diminution) de la trésorerie (après effet devises)	(731)	30	
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	2 527	1 609	
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 796	1 639	

3.6. Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés

Pernod Ricard SA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son siège au 5, cours Paul Ricard à Paris VIII^e arrondissement et est cotée sur Euronext. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche.

Le Groupe exerce ses activités dans la production et vente de vins et spiritueux.

Le Conseil d'Administration a arrêté, le 14 février 2024, les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2023.

NOTE 1. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES ET FAITS MARQUANTS

Note 1.1. Principes et méthodes comptables

1.1.1 Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2023 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2023.

Il convient de noter que :

- l'exercice de référence du Groupe s'étale du 1^{er} juillet au 30 juin ;
- les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2023, à l'exception de la charge d'impôt qui a été calculée sur la base d'une prévision de l'exercice ;
- les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2023.
- Les règles du Pilier 2 de l'OCDE sur la comptabilisation d'un impôt minimum sur les bénéfices de 15 % pour les multinationales dans chaque juridiction où elles exercent des activités, ont été adoptées par l'UE et devraient s'appliquer dès le 1^{er} janvier 2024. La directive européenne a été transposée en droit français en décembre 2023. Pernod Ricard a appliqué l'exception prévue par l'amendement de l'IAS 12 concernant la comptabilisation et la publication des impôts différés liés au Pilier 2, aucun impôt différé n'a été comptabilisé dans les comptes consolidés semestriels au 31 décembre 2023 au titre d'éventuels impôts complémentaires.

Estimations — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2023, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2023.

Jugements — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

1.1.2 Saisonnalité

Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

Note 1.2. Faits marquants de l'exercice

1.2.1 Acquisitions et cessions d'activités

Transactions closes lors du semestre

Au cours du semestre, la filiale du Groupe, Corby Spirit & Wine, a acquis une participation de 90% dans Ace Beverage Group Inc, leader indépendant du marché canadien en forte croissance des boissons alcoolisées prêtes à boire (RTDs).

Le Groupe a également finalisé la vente de sa marque de blended scotch whisky Clan Campbell à Stock Spirits Group et a signé un accord portant sur la cession de la marque Becherovka et des actifs associés, dont le site de production de Karlovy Vary, au groupe Maspex. Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de gestion active du portefeuille de Pernod Ricard, visant à s'adapter aux besoins des consommateurs et à poursuivre sa premiumisation.

Acquisitions de l'exercice clos le 30 juin 2023

Les exercices d'allocation des prix d'acquisitions de Sovereign Brands et Código 1530 ont été clos sans ajustement matériel. De même, aucun ajustement matériel n'a été reconnu concernant l'acquisition de Skrewball, dont l'exercice d'allocation sera clos le 30 avril 2024.

1.2.2 Émissions et remboursements obligataires

Pernod Ricard SA a procédé le 15 septembre 2023 à une émission obligataire de 1 350 millions d'euros composées de deux tranches une à 4 ans pour 600 millions d'euros et une à 10 ans pour 750 millions d'euros, portant intérêts au taux annuel fixe de 3.75% chacune.

Le 24 octobre 2023, Pernod Ricard SA a remboursé en totalité une obligation de 500 millions d'euros émise le 24 octobre 2019, arrivée à échéance et portant un coupon à 0%.

À la suite de l'obtention du visa de l'Autorité des Marchés Financiers sur le prospectus de base, Pernod Ricard a mis en place, le 26 mai 2020, un programme Euro Medium Term Notes (EMTN), mis à jour le 11 octobre 2021 puis le 24 octobre 2022 puis le 24 octobre 2023 (le « Programme »). Aux termes du Programme, Pernod Ricard et Pernod Ricard International Finance LLC peuvent émettre des obligations en procédant à des placements privés dans différentes devises. Les émissions de Pernod Ricard International Finance LLC au titre du programme seront garanties par Pernod Ricard SA. Les titres pourront être admis aux négociations sur Euronext Paris. Le montant nominal maximum des titres en circulation au titre du Programme est fixé à 7 milliards d'euros (ou sa contre-valeur en toute autre devise). Lors de sa séance du 30 août 2023, le Conseil d'Administration a autorisé Pernod Ricard à émettre des obligations dans le cadre du Programme dans la limite d'un montant nominal maximal total de 2,5 milliards d'euros (ou sa contre-valeur en toute autre devise) pendant une durée d'un an à compter du 30 août 2023.

NOTE 2. Information sectorielle

Le Groupe est centré autour d'une seule activité, la vente et production de vins et spiritueux, et est organisé en trois secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : Amérique, Europe et Asie/Reste du Monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des investissements publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale, notamment pour l'analyse de la performance.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

Europe (En millions d'euros)	31.12.2022	31.12.2023	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 989	1 880	(108)	-5 %
Marge brute après coûts logistiques	1 227	1 150	(77)	-6 %
Frais publi-promotionnels	(245)	(248)	(4)	1 %
Contribution après frais publi-promotionnels	982	902	(80)	-8 %
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	652	591	(61)	-9 %

Amérique (En millions d'euros)	31.12.2022	31.12.2023	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	2 005	1 860	(145)	-7 %
Marge brute après coûts logistiques	1 314	1 232	(82)	-6 %
Frais publi-promotionnels	(349)	(374)	(25)	7 %
Contribution après frais publi-promotionnels	965	858	(107)	-11 %
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	697	555	(142)	-20 %

Asie/Reste du Monde (En millions d'euros)	31.12.2022	31.12.2023	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	3 122	2 850	(272)	-9 %
Marge brute après coûts logistiques	1 827	1 699	(128)	-7 %
Frais publi-promotionnels	(400)	(357)	43	-11 %
Contribution après frais publi-promotionnels	1 427	1 342	(86)	-6 %
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 074	997	(77)	-7 %

Groupe (En millions d'euros)	31.12.2022	31.12.2023	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	7 116	6 590	(525)	-7 %
Marge brute après coûts logistiques	4 368	4 081	(287)	-7 %
Frais publi-promotionnels	(994)	(980)	14	-1 %
Contribution après frais publi-promotionnels	3 375	3 101	(273)	-8 %
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	2 423	2 144	(279)	-12 %

Ventilation du chiffre d'affaires

En millions d'euros	31.12.2022	31.12.2023	Variation (M€)	Variation (%)
Marques Stratégiques Internationales	4 668	4 209	(459)	-10 %
Marques Stratégiques Locales	1 215	1 149	(66)	-5 %
Vins Stratégiques	274	232	(42)	-15 %
Spécialités	379	447	68	17 %
Autres produits	580	553	(27)	-5 %
TOTAL	7 116	6 590	(526)	-7 %

NOTE 3. Notes relatives au compte de résultat

Note 3.1. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023
Pertes de valeur d'actifs corporels et incorporels	(8)	(15)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs et frais d'acquisition	129	202
Charges nettes de restructuration et de réorganisation	(48)	(48)
Litiges et risques	11	2
Autres produits et charges opérationnels non courants	1	–
Autres produits et charges opérationnels	86	142

Au 31 décembre 2023, les autres produits et charges opérationnels se composent principalement des produits de cessions d'actifs pour 202 millions d'euros (cf. Note 1.2 - Faits marquants de l'exercice), et de charges de restructurations pour (48) millions d'euros.

Note 3.2. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023
Charges de la dette financière nette	(144)	(211)
Charges financières sur dettes locatives	(5)	(8)
Produits d'intérêts de la dette financière nette	24	31
Coût de la dette financière nette	(126)	(187)
Commissions de structuration et de placement	(1)	(1)
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	(7)	(7)
Autres produits et charges financiers courants, nets	–	(5)
Résultat financier courant	(134)	(200)
Résultat de change	(5)	(15)
Autres éléments financiers non courants	–	(3)
RÉSULTAT FINANCIER TOTAL	(139)	(218)

Au 31 décembre 2023, le coût de la dette financière nette provient des charges financières relatives aux emprunts obligataires pour 122 millions d'euros, aux billets de trésorerie pour 24 millions d'euros, aux contrats de *factoring* et titrisation pour 26 millions d'euros, aux intérêts sur dettes locatives pour 8 millions d'euros et à d'autres frais pour 7 millions d'euros.

Note 3.3. Impôt sur les bénéfices

Analyse du taux d'impôt effectif

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2022	31.12.2023
Résultat opérationnel	2 509	2 285
Résultat financier	(139)	(218)
Base d'imposition	2 370	2 067
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	(612)	(534)
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	124	86
Autres impacts	(65)	(18)
Charge d'impôt effective	(553)	(466)
Taux effectif d'impôt	23 %	23 %

La charge d'impôt sur le résultat de la période est calculée en appliquant le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice, sur la base des informations disponibles à la date de clôture intermédiaire (cf. Note 1.1.1 – Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable).

Note 3.4. Résultat par action

	31.12.2022	31.12.2023
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	1 792	1 569
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	256 635 870	252 792 605
Effet dilutif des attributions d'actions de performance	612 826	521 141
Effet dilutif des stock-options et options de souscription	120 667	75 853
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	257 369 363	253 389 599
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action de base	6,98	6,20
Résultat net part du Groupe par action après dilution	6,96	6,19

NOTE 4. Notes relatives au bilan

Note 4.1. Immobilisations incorporelles et goodwill

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice						31.12.2023
	30.06.2023	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écarts de change	Autres mouvements	
Goodwill	6 896	69	–	–	(59)	(46)	6 859
Marques	14 600	32	–	–	(143)	(36)	14 452
Autres immobilisations incorporelles	572	16	–	(10)	(2)	(1)	576
Valeurs brutes	22 068	117	–	(10)	(205)	(83)	21 887
Goodwill	(146)	–	–	–	–	42	(103)
Marques	(2 550)	–	–	–	30	–	(2 520)
Autres immobilisations incorporelles	(372)	–	(30)	10	2	3	(388)
Amortissements/dépréciations	(3 068)	–	(30)	10	31	45	(3 012)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL, VAL. NETTE	19 000	117	(30)	–	(173)	(38)	18 875

Les goodwill sont principalement issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008. Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Bumbu, Chivas Regal, Kahlúa, Luc Belaire, Malibu et Martell, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq, Sovereign Brands et V&S.

Note 4.2. Stocks et encours

La répartition des stocks et encours de production à la clôture est la suivante :

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice					31.12.2023
	30.06.2023	Variation des valeurs brutes	Variation des dépréciations	Écarts de change	Autres mouvements	
Matières premières	303	25	–	(7)	(8)	314
Encours de biens	6 437	282	–	(45)	9	6 684
Stocks de marchandises	890	(14)	–	(17)	–	859
Produits finis	538	(63)	–	(9)	–	466
Valeurs brutes	8 169	231	–	(78)	1	8 323
Matières premières	(13)	–	(2)	–	–	(15)
Encours de biens	(19)	–	(1)	–	–	(19)
Stocks de marchandises	(23)	–	(1)	–	–	(24)
Produits finis	(10)	–	(4)	–	1	(14)
Dépréciations	(65)	–	(8)	1	1	(71)
STOCKS ET ENCOURS	8 104	231	(8)	(77)	2	8 252

Au 31 décembre 2023, les encours de biens sont constitués à 82 % de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

Note 4.3. Transferts d'actifs financiers

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2023/24, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées, pour 1 203 millions d'euros au 31 décembre 2023 et de 749 millions d'euros au 30 juin 2023. Le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages étant inscrit de façon explicite dans les contrats, les créances ont été décomptabilisées.

Note 4.4. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non-courants sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2023
Instruments de capitaux propres	432	460
Valeur nette des plans IAS 19 en surplus	230	229
Prêts, cautions et dépôts nets	186	195
Autres actifs financiers nets	7	5
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	855	889

Note 4.5. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2023
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur les résultats	227	188
Charges constatées d'avance	122	128
Avances et acomptes versés	42	61
Autres créances	44	79
TOTAL AUTRES ACTIFS COURANTS	435	456

Note 4.6. Provisions

4.6.1 Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2023	31.12.2023
Provisions non courantes		
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	349	395
Autres provisions pour risques et charges non courantes	294	299
Provisions courantes		
Provisions pour restructuration	68	54
Autres provisions pour risques et charges courantes	96	94
TOTAL PROVISIONS	807	843

Certaines sociétés du Groupe sont engagées dans des litiges dans le cadre normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits en Note 6.5 – Litiges.

Au 31 décembre 2023, le montant des provisions enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 393 millions d'euros, hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Le Groupe n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

4.6.2 Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites)

<i>En millions d'euros</i>	Mouvements de l'exercice							31.12.2023
	30.06.2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	Ecart de change	Autres mouvements	
Autres provisions pour risques et charges non courantes	294	22	(4)	(16)	6	(7)	4	299
Provisions pour restructuration	68	25	(32)	(7)	1	(1)	–	54
Autres provisions pour risques et charges courantes	96	6	(4)	(3)	–	(1)	–	94
TOTAL	458	53	(40)	(26)	7	(8)	4	447

4.6.3 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie :

- en France, les engagements sont composés essentiellement de régimes pour départs à la retraite (non financés) et de retraites complémentaires (pour partie financées) ;
- aux États-Unis et au Canada, les engagements sont composés de plans de retraite garantis aux salariés (financés) ainsi que de régimes d'assurance médicale post-emploi (non financés) ;
- en Irlande, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, les engagements sont essentiellement liés aux plans de retraite accordés aux salariés.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de la provision entre le 30 juin 2023 et le 31 décembre 2023 :

En millions d'euros	30.06.2023			31.12.2023		
	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total	Engagements de retraite	Frais de santé et autres engagements sociaux	Total
(Actif)/Passif net comptabilisé à l'ouverture	(13)	134	121	12	106	119
Charges sur l'exercice	36	5	42	17	4	21
(Gains)/pertes actuariels ⁽¹⁾	60	(20)	39	69	–	69
Cotisations de l'employeur	(59)	–	(59)	(35)	–	(35)
Prestations payées directement par l'employeur	(9)	(7)	(16)	(3)	(3)	(7)
Variation de périmètre	–	–	–	–	–	–
Écarts de change	(3)	(5)	(8)	1	(2)	–
(Actif)/Passif net comptabilisé à la clôture	12	107	119	62	105	166
Montant reconnu à l'actif	(230)	–	(230)	(229)	–	(229)
MONTANT DE LA PROVISION AU PASSIF	242	107	349	291	105	395

(1) Comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ».

Au 31 décembre 2023, les 229 millions d'euros de plan en surplus liés aux engagements sociaux sont comptabilisés en Actifs financiers non courants (cf. Note 4.4 Actifs financiers non courants)

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

En millions d'euros	31.12.2022	31.12.2023
Avantages accumulés durant l'exercice	17	15
Intérêts sur la provision	1	1
Frais/taxes/primes	5	6
Impact des modifications de régimes/réductions de droits futurs	–	–
Impact des liquidations d'engagements	–	–
CHARGE SUR L'EXERCICE	23	21

Note 4.7. Actifs et Passifs financiers

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des dettes locatives et des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

4.7.1 Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

En millions d'euros	30.06.2023			31.12.2023		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	580	9 678	10 258	739	10 318	11 057
Crédit syndiqué	–	–	–	–	–	–
Titres négociables à court terme	801	–	801	1 160	–	1 160
Autres emprunts et dettes financières	155	173	328	181	128	310
Autres passifs financiers	956	173	1 129	1 341	128	1 470
Endettement financier brut	1 536	9 851	11 387	2 080	10 446	12 526
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	–	–	–	–	–	–
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	–	14	14	–	10	10
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	–	14	14	–	10	10
Instruments dérivés actifs en couverture d'investissement net	–	(3)	(3)	–	(7)	(7)
Instruments dérivés passifs en couverture d'investissement net	–	–	–	–	–	–
Instruments dérivés en couverture d'investissement net	–	(3)	(3)	–	(7)	(7)
Endettement financier après couvertures	1 536	9 862	11 398	2 080	10 449	12 529
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 609)	–	(1 609)	(1 639)	–	(1 639)
Endettement financier net hors dette locative	(73)	9 862	9 789	441	10 449	10 890
Dettes locatives	99	384	484	97	396	493
ENDETTEMENT FINANCIER NET	26	10 246	10 273	539	10 844	11 383

4.7.2 Répartition de l'endettement hors dettes locatives par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2023

30.06.2023	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
En millions d'euros							
EUR	8 094	563	8 657	(517)	8 140	76 %	83 %
USD	3 261	(112)	3 149	(190)	2 959	28 %	30 %
GBP	–	(55)	(55)	(125)	(180)	0 %	-2 %
SEK	1	(101)	(100)	(42)	(141)	-1 %	-1 %
Autres devises	31	(284)	(253)	(736)	(988)	-2 %	-10 %
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	11 387	11	11 398	(1 609)	9 789	100 %	100 %

31.12.2023 En millions d'euros	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dettes après couverture	Disponibilités	Dettes nettes après couverture	% dettes après couverture	% dettes nettes après couverture
EUR	9 220	(815)	8 405	(825)	7 580	67 %	70 %
USD	3 210	755	3 965	(214)	3 751	32 %	34 %
GBP	3	(211)	(208)	(64)	(273)	-2 %	-3 %
SEK	2	(132)	(130)	(43)	(172)	-1 %	-2 %
Autres devises	92	405	497	(493)	4	4 %	0 %
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	12 526	3	12 529	(1 639)	10 890	100 %	100 %

4.7.3 Répartition de la dette hors dettes locatives à taux fixe/taux variable avant et après prise en compte des instruments de couverture de taux au 30 juin 2023 et 31 décembre 2023

En millions d'euros	30.06.2023				31.12.2023			
	Dettes avant couverture	Dettes après couverture			Dettes avant couverture	Dettes après couverture		
Dettes fixes	10 565	93 %	10 380	91 %	11 329	90 %	11 148	89 %
Dettes variables encadrées	–	– %	–	– %	–	– %	–	– %
Dettes variables	834	7 %	1 018	9 %	1 200	10 %	1 381	11 %
ENDETTEMENT FINANCIER APRÈS COUVERTURE PAR NATURE DE TAUX	11 398	100 %	11 398	100 %	12 529	100 %	12 529	100 %

Au 31 décembre 2023 avant toute couverture, 90 % de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 10 % à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 11 %.

4.7.4 Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2023

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux figés au 30 Juin 2023 et au 31 décembre 2023.

30.06.2023 En millions d'euros	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	(11 387)	(11 321)	(1 398)	(97)	(1 675)	(1 176)	(29)	(1 077)	(5 869)
Intérêts	–	(1 984)	(107)	(95)	(202)	(177)	(150)	(150)	(1 105)
Endettement financier brut	(11 387)	(13 305)	(1 504)	(192)	(1 877)	(1 353)	(179)	(1 226)	(6 973)
Dettes locatives	(484)	534	42	66	80	66	55	44	182
Cross currency swaps	3	–	–	–	–	–	–	–	–
Flux à payer	–	(480)	–	(10)	(470)	–	–	–	–
Flux à recevoir	–	470	–	5	465	–	–	–	–
Dérivés passifs	(23)	(30)	(9)	(4)	(7)	(7)	–	–	–
Instruments dérivés passifs	(20)	(40)	(9)	(9)	(12)	(7)	–	–	–
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	(11 891)	(12 811)	(1 471)	(135)	(1 809)	(1 294)	(124)	(1 182)	(6 792)

31.12.2023 En millions d'euros	Valeur au bilan	Flux contractuels	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Nominal	(12 526)	(12 448)	(1 250)	(740)	(1 025)	(1 166)	(1 121)	(1 159)	(5 987)
Intérêts	–	(2 227)	(94)	(156)	(237)	(217)	(199)	(171)	(1 153)
Endettement financier brut	12 526	(14 674)	(1 345)	(897)	(1 261)	(1 383)	(1 320)	(1 329)	(7 139)
Dettes locatives	(493)	568	46	73	98	75	57	44	175
Cross currency swaps	7	–	–	–	–	–	–	–	–
Flux à payer	–	(472)	(10)	–	(462)	–	–	–	–
Flux à recevoir	–	470	5	–	465	–	–	–	–
Dérivés passifs	(28)	(35)	(22)	(3)	(7)	(3)	–	–	–
Instruments dérivés passifs	(21)	(37)	(26)	(3)	(4)	(3)	–	–	–
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	12 012	(14 144)	(1 325)	(827)	(1 168)	(1 311)	(1 264)	(1 286)	(6 964)

4.7.5 Lignes de crédit

Au 31 décembre 2023, les lignes de crédit sont principalement composées du crédit syndiqué multidevise de 2 100 millions d'euros, d'une ligne bilatérale de 500 millions d'euros et d'un crédit Champagne de 260 millions d'euros. Ces lignes de crédit ne font pas l'objet de tirages.

4.7.6 Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan au 31.12.2023 En millions d'euros
850 MUSD	5,50 %	12.01.2012	15.01.2042	777
650 MEUR	2,13 %	29.09.2014	27.09.2024	653
600 MEUR	1,50 %	17.05.2016	18.05.2026	605
600 MUSD	3,25 %	08.06.2016	08.06.2026	531
500 MEUR	0,50 %	24.10.2019	24.10.2027	499
500 MEUR	0,88 %	24.10.2019	24.10.2031	495
750 MEUR	1,13 %	01.04.2020	07.04.2025	754
750 MEUR	1,75 %	01.04.2020	08.04.2030	755
250 MEUR	1,13 %	27.04.2020	07.04.2025	253
250 MEUR	1,75 %	27.04.2020	08.04.2030	263
600 MUSD	1,25 %	01.10.2020	01.04.2028	542
900 MUSD	1,63 %	01.10.2020	01.04.2031	810
500 MUSD	2,75 %	01.10.2020	01.10.2050	441
500 MEUR	0,13 %	04.10.2021	04.10.2029	492
750 MEUR	1,38 %*	07.04.2022	07.04.2029	748
500 MEUR	3,75 %*	02.11.2022	02.11.2032	494
600 MEUR	3,25 %*	02.11.2022	02.11.2028	595
600 MEUR	3,75 %	15.09.2023	15.09.2027	604
750 MEUR	3,75 %	15.09.2023	15.09.2033	744
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES				11 057

* Sous condition de l'atteinte des indicateurs clés de performance auxquels cette obligation est liée.

Note 4.8. Instruments financiers

En millions d'euros	Ventilation par classification comptable					30.06.2023	
	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIF							
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	–	432	–	–	432	432
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations	Niveau 2	–	–	186	–	186	186
Créances clients et autres créances opérationnelles	Niveau 2	–	–	1 814	–	1 814	1 814
Autres actifs courants	Niveau 2	–	–	435	–	435	435
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	13	7	–	–	20	20
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	1 609	–	–	–	1 609	1 609
PASSIF							
Emprunts obligataires	Niveau 1	–	–	–	10 258	10 258	9 308
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	Niveau 2	–	–	–	1 129	1 129	1 129
Dettes locative	Niveau 2	–	–	–	484	484	484
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	18	2	–	–	20	20

En millions d'euros	Ventilation par classification comptable					31.12.2023	
	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIF							
Instruments de capitaux propres	Niveau 1&3	–	460	–	–	460	460
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations *	Niveau 2	–	–	195	–	195	195
Créances clients et autres créances opérationnelles	Niveau 2	–	–	2 458	–	2 458	2 458
Autres actifs courants	Niveau 2	–	–	456	–	456	456
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	7	9	–	–	16	16
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	1 639	–	–	–	1 639	1 639
PASSIF							
Emprunts obligataires	Niveau 1	–	–	–	11 057	11 057	9 045
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	Niveau 2	–	–	–	1 470	1 470	1 470
Dettes locative	Niveau 2	–	–	–	493	493	493
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	26	1	–	–	27	27

* Dont 11 millions d'euros d'actifs décomptabilisés avec implication continue au titre de dépôt de garantie affacturage et titrisation.

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable ;
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur en utilisant le cours de cotation ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture ;
- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

- niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

En application de la norme IFRS 13, les dérivés ont été valorisés en prenant en compte le calcul de la *credit valuation adjustment* (CVA) et de la *debt valuation adjustment* (DVA). L'évaluation est basée sur les données historiques (rating de nos banques contreparties et probabilité de défaut). Au 31 décembre 2023, l'impact est non significatif.

Note 4.9. Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés ci-dessous :

En millions d'euros	30.06.2023	31.12.2023
Dettes fiscales et sociales	835	916
Autres passifs courants	721	125
TOTAL AUTRES PASSIFS COURANTS	1 556	1 041

La diminution des autres passifs courants au 31 décembre 2023 s'explique principalement par le paiement de l'acompte sur dividendes de 521 millions d'euros le 7 juillet 2023. La majorité de ces autres passifs courants présentent une échéance inférieure à un an.

NOTE 5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie

5.1 Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de + 1 169 millions d'euros. Sa variation se décompose comme suit :

- augmentation des stocks : + 209 millions d'euros ;
- augmentation des créances d'exploitation : + 689 millions d'euros ;
- diminution des dettes d'exploitation et autres : + 368 millions d'euros ;
- autres mouvements : (96) millions d'euros.

5.2 Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités

Les acquisitions d'immobilisations financières et d'activités nettes des cessions ont généré un impact de (18) millions d'euros, principalement lié aux acquisitions et cessions d'activités de la période, notamment liées aux opérations décrites dans le paragraphe 1.2.1 de la Note 1.2 – *Faits marquants de l'exercice*.

5.3 Souscription/remboursement d'emprunts

Le Groupe Pernod Ricard a procédé au cours du semestre à des émissions d'emprunts pour 1 692 millions d'euros et à des remboursements d'emprunts pour 601 millions d'euros. Ces mouvements correspondent principalement aux souscriptions et remboursements d'emprunts obligataires tels que décrits dans le paragraphe 1.2.2 de la Note 1.2 – *Faits marquants de l'exercice*.

Par ailleurs, le Groupe a augmenté l'encours des Titres négociables à court terme pour 359 millions d'euros.

Le Groupe a également versé 75 millions d'euros au titre de ses dettes locatives, dont 67 millions d'euros relatifs au remboursement du nominal et 8 millions d'euros relatifs à des paiements d'intérêts présentés dans les flux opérationnels.

NOTE 6. Informations complémentaires

Note 6.1. Capitaux propres

6.1.1 Capital social

Le capital social du Groupe n'a pas évolué entre le 1^{er} juillet 2023 et le 31 décembre 2023 :

	Nombre de titres	Montant en millions d'euros
Capital social au 30.06.2023	255 631 733	396
Capital social au 31.12.2023	255 631 733	396

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées pour une valeur nominale de 1,55 euro. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de dix ans, acquièrent un droit de vote double.

6.1.2 Titres autodétenus

Au 31 décembre 2023, Pernod Ricard et ses filiales contrôlées détenaient 3 319 663 titres Pernod Ricard pour une valeur de 623 millions d'euros, dont 451 millions d'euros acquis au titre des programmes de rachats d'actions.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

6.1.3 Dividendes versés et proposés

Suite à la résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 novembre 2023, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2023 s'élève à 4,70 euros par action. Un acompte de 2,06 euros par action ayant été versé le 7 juillet 2023, le solde, soit 2,64 euros par action, a été mis en paiement le 28 novembre 2023.

Note 6.2. Paiements fondés sur les actions

Le Groupe a constaté une charge de 24 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de stock-options et d'actions de performance au 31 décembre 2023. Les plans de stock-options, d'actions de performance et d'actions gratuites sont dénoués en actions (*equity settled*).

Le nombre d'options/d'actions en circulation a évolué de la façon suivante entre le 30 juin et le 31 décembre :

	En unité
Nombre d'options / actions en circulation au 30 Juin 2023	1 311 610
Nombre d'options levées / actions acquises au cours de la période	(177 557)
Nombre d'options / actions annulées au cours de la période	(52 516)
Nombre d'options / actions nouvellement attribuées au cours de la période	281 919
Nombre d'options / actions en circulation au 31 Décembre 2023	1 363 456

Note 6.3. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés du Groupe se portent à 3 576 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 3 682 millions d'euros au 30 juin 2023.

Les engagements hors bilan reçus du Groupe se portent à 3 062 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 3 033 millions d'euros au 30 juin 2023.

Note 6.4. Passifs éventuels

Passifs éventuels fiscaux

Pernod Ricard a reçu plusieurs notifications de redressement pour les exercices 2007 à 2018, concernant spécifiquement, pour un montant de 9 716 millions de roupies indiennes (soit 109,62 millions d'euros, incluant les intérêts), la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité. Il convient de noter que le niveau et le montant de ce risque ont été progressivement et significativement réduits au cours des dernières années et la Société a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14. Ces décisions judiciaires renforcent encore la position prise par Pernod Ricard India sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité. Confortée par ces décisions et avec le soutien de ses conseils fiscaux, Pernod Ricard India va continuer à contester le bien-fondé de ce chef de redressement et estime son succès probable en contentieux. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

Les autorités fiscales ont procédé à un audit spécial pour l'exercice 2017 et procédé à un redressement pour un montant de 1 507 millions de roupies indiennes (équivalent à 17 millions d'euros) sur divers motifs. Pernod Ricard a contesté ce redressement devant la juridiction d'appel supérieure et estime avoir de fortes chances d'obtenir gain de cause.

Passifs éventuels liés au changement du cadre légal applicable à la *Route to Market* dans l'état de Dehli

En novembre 2021, la nouvelle politique applicable dans l'état de Delhi a fait évoluer le système de distribution de boissons alcoolisées, passant d'un modèle de société géré par le gouvernement à un modèle géré par des distributeurs et détaillants privés.

Les conditions qui ont entouré ce changement de Route To Market font actuellement l'objet d'une enquête menée par deux agences gouvernementales. Ces enquêtes portent sur des accusations selon lesquelles des irrégularités auraient été commises par certains fonctionnaires de Delhi, ainsi que par des distributeurs et détaillants, lors de l'élaboration et dans la mise en œuvre de cette politique d'accise.

Dans ce contexte, le 2 février 2023, le Dehli District Court a enregistré et reconnu un acte d'accusation déposé par le Enforcement Directorate of India selon lequel Pernod Ricard India et l'un de ses employés auraient, au même titre que d'autres opérateurs, indûment bénéficié de cette nouvelle politique à Dehli, prétendument en violation de certaines dispositions de la loi indienne relatives à la prévention contre le blanchiment d'argent.

L'enquête des autorités est toujours en cours, et ni l'exposition exacte à ce risque, ni sa probabilité d'occurrence n'ont pu être évaluées à ce stade.

En tant qu'entreprise responsable, Pernod Ricard India veille au strict respect des lois applicables, et conteste les allégations portées contre elle.

Note 6.5. Litiges

Dans le cadre normal de ses activités, Pernod Ricard est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires individuelles et collectives, gouvernementales, arbitrales et administratives.

Une provision au titre de ces procédures n'est constituée en « autres provisions pour risques et charges » (cf. Note 4.6 – *Provisions*) que lorsqu'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, et que son montant peut être évalué de manière fiable. Dans ce dernier cas, le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du risque. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Le montant des provisions enregistrées par Pernod Ricard au 31 décembre 2023 au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 393 millions d'euros, contre 390 millions d'euros au 30 juin 2023 (cf. Note 4.6 – *Provisions*), hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois une incidence significative sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue par une joint-venture dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 200 pays. Aux États-Unis, la marque est détenue depuis 1976 par une filiale du partenaire cubain de Pernod Ricard dans la JV Havana Club (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard. Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées par le gouvernement cubain a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC :

1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976, sans obtenir de licence spécifique de l'OFAC. En août 2006, conformément au refus de l'OFAC d'attribuer une licence spécifique, l'Office américain des brevets et des marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. En novembre 2015, Cubaexport a de nouveau demandé à l'OFAC une licence spécifique pour le renouvellement de la marque aux États-Unis. Le 11 janvier 2016, l'OFAC a accordé à Cubaexport la licence demandée et le 13 janvier 2016, la requête devant le Directeur de l'USPTO a été déclarée recevable et la marque a été renouvelée pour une période de 10 années expirant le 27 janvier 2026.

2. Une société concurrente du Groupe (Bacardi) a saisi le tribunal de l'USPTO (le TTAB), sollicitant l'annulation de l'enregistrement de la marque « Havana Club » aux États-Unis. En janvier 2004, le TTAB a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia (DC Court). Cette procédure a été suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport. À la suite de l'acceptation de la requête auprès du Directeur de l'USPTO, cette procédure judiciaire a repris son cours en janvier 2016 et la partie demanderesse a amendé sa plainte. En réaction, Cubaexport et HCH ont déposé deux requêtes en août 2016 : une requête visant à obtenir le rejet de l'ensemble des demandes formulées à leur encontre ainsi qu'une requête visant à obtenir une procédure accélérée sur certains aspects. Ces requêtes étaient en attente d'une décision de la DC Court jusqu'au 6 mars 2023, date à laquelle la DC Court a fait droit en partie et a rejeté en partie les requêtes de Cubaexport, en renvoyant vers une analyse au fond les arguments faisant l'objet des requêtes rejetées. Le 19 avril, Cubaexport a répondu aux demandes initiales de Bacardi et a formulé une demande reconventionnelle pour violation de sa marque Havana Club. Le 23 avril, les parties ont soumis conjointement un calendrier pour la suite de la procédure dans cette affaire, incluant toute mesure d'instruction préalable (i.e., production d'éléments de preuve). Le 19 mai, Bacardi a déposé une requête demandant à la DC Court de rejeter la demande reconventionnelle de Cubaexport. Nous restons dans l'attente de la décision de la DC Court sur la demande reconventionnelle de Cubaexport.

Ces risques constituent un frein potentiel au développement de l'activité du Groupe mais aucune obligation résultant de ces événements n'est à prévoir. La résolution de ces litiges constituerait une opportunité pour le développement de l'activité du Groupe.

Litiges fiscaux

Les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales des pays dans lesquels elles sont enregistrées.

L'estimation du risque relatif à chaque litige fiscal est revue régulièrement par chaque filiale et par la Direction Fiscale du Groupe, avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Des provisions sont constituées le cas échéant. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige fiscal en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est engagée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé la quasi-totalité du reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes de Delhi suite à la première notification de redressement reçue en 2011. Une seconde notification reçue en 2013, confirmée le 14 août 2017, a été suspendue par la Cour Suprême. En ce qui concerne les importations de concentré de boisson alcoolique (CAB) depuis 2011, les autorités indiennes ont émis des rapports contestant les valeurs de transaction ainsi que trois notifications de show cause datant de 2022, mais se sont refusés à communiquer les données soutenant leurs allégations. Le Groupe a déposé des requêtes afin d'obtenir ces données, et continue de travailler activement avec les autorités et les tribunaux pour résoudre le différend en cours. De plus, dans l'attente de la résolution des contentieux, les autorités douanières ont exigé des garanties bancaires pour le complément réévalué de droits de douane. La société a contesté cette demande devant la Cour suprême et a obtenu un sursis provisoire en mars 2023.

Pernod Ricard India (P) a également des débats avec les autorités douanières indiennes sur la valeur de transaction des produits internationaux importés en Inde. Cela fait l'objet de discussions avec les autorités et juridictions compétentes.

Par ailleurs, Pernod Ricard India (P) a reçu plusieurs notifications de redressement relatives aux années 2006/07 à 2017/18 concernant la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité (cf. Note 6.4 – *Passifs éventuels*). Pernod Ricard India (P) a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14 renforçant sa position sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité.

À noter, les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 4.6 – *Provisions*) ou en passif d'impôt exigible (cf. Note 3.3 – *Impôt sur les bénéficiaires*) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Litiges commerciaux

Colombie

Le 14 novembre 2017, deux plaintes distinctes auprès de l'Autorité de la concurrence colombienne (Superintendencia De Industria Y Comercio) ont été déposées conjointement par le département de Cundinamarca (Colombie) et la société Empresa de Licores de Cundinamarca (société de distillation détenue à 100 % par le département) contre Pernod Ricard SA, Pernod Ricard Colombia SA et l'un de ses concurrents. Fin décembre 2020, Pernod Ricard Colombia a reçu la notification d'une plainte similaire, initialement déposée en septembre 2019 par les départements de Valle et d'Antioquia (ainsi que ses entreprises de distillation détenues à 100 %). Les sociétés mises en cause auraient violé le Colombian Unfair Competition Act, notamment ses articles 7 et 18, en ayant illégalement importé des spiritueux en Colombie. L'importation présumée aurait permis aux sociétés d'obtenir un avantage compétitif déloyal sur les producteurs locaux. Les plaignants demandent des dommages et intérêts correspondant à la perte de profits et impôts sur la période 2013/17 (2019 dans le cas de Valle et Antioquia).

Pernod Ricard conteste vivement ces plaintes et se défendra activement contre ces allégations. Il est à noter que ces plaintes reprennent les éléments du procès qui avait été fait en 2004 devant les tribunaux New Yorkais par Cundinamarca, la république de Colombie et d'autres départements de Colombie ; procès auquel les plaignants avaient renoncé en 2012.

Note 6.6. Parties liées

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2023, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2023, mentionnées dans le Document d'enregistrement universel. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période

Note 6.7. Événements post-clôture

Il n'existe pas d'événements post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

NOTE 7. Périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre au 31 décembre 2023 sont présentées dans la Note 1.2 – Faits marquants de l'exercice.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris La Défense, le 15 février 2024

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Caroline Bruno-Diaz
Associée

Adrien Johner
Associé

Marc de Villartay
Associé

Loris Strappazon
Associé

